

L'or équitable : une quête difficile

Américo, orpailleur, utilise un extrait végétal pour rechercher l'or (Oro Verde, Colombie). © Campagne Goed Goud

La production d'une seule bague en or génère 20 tonnes de déchets hautement toxiques et consomme 50 000 litres d'eau douce... des chiffres qui donnent le tournis ! Au vu de cette réalité, et parce que les entreprises minières respectent rarement les populations locales, le secteur s'attache à redorer son blason en instaurant des codes et des normes, tandis que les ONG s'associent avec des coopératives de mineurs locaux pour produire de l'or équitable. Si les premiers bijoux équitables ont été proposés à la vente en 2011, de nombreux obstacles doivent encore être surmontés avant que les mineurs ne puissent envisager un avenir plus doré.

La ruée vers l'or

Depuis des temps immémoriaux, l'homme creuse la terre à la recherche d'or, d'argent et autres métaux précieux. Les Romains disposaient de toute une armée d'esclaves chargée de mettre à jour des gisements d'or aux quatre coins de l'empire. Aujourd'hui, même s'il s'agit d'un produit largement utilisé - pour la fabrication des bijoux, mais aussi des appareils électroniques et des GSM -, l'or est avant tout un produit d'investissement. Son prix ayant atteint des sommets vertigineux ces dernières années, les multinationales occidentales recherchent activement des gisements aurifères dans le monde entier. Les autorités locales n'hésitent pas non plus à octroyer des concessions, dans l'espoir d'avoir une petite part du gâteau. Mais, au final, ce sont les grandes sociétés multinationales qui raflent la mise et empochent de plantureux bénéfices. Dans de nombreux endroits, les tensions avec les communautés locales et les associations environnementales ne cessent de s'exacerber. Et d'aucuns d'aller jusqu'à parler de nouvelle vague de colonisation et de nouvelle ruée vers l'or.

L'exploitation minière industrielle

Jusqu'au 19^e siècle, industrie minière rimait avec lourd travail manuel. Un clivage s'est depuis opéré entre l'exploitation minière industrielle à grande échelle, et l'exploitation artisanale, à petite échelle. 80 à 95 % de l'or sont exploités industriellement, sans aucun doute l'une des activités les plus polluantes au monde. Dans les mines à ciel ouvert qui défigurent le paysage, l'extraction aurifère recourt fréquemment au cyanure, ce qui a pour effet secondaire de dégager des métaux lourds et cancérogènes comme le plomb et l'arsenic : c'est ce qu'on appelle « le drainage acide ».

Dans certaines mines, les déchets toxiques sont stockés en bassins pour permettre l'évaporation du cyanure, mais, trop fréquemment, leurs digues se rompent. Par ailleurs, les géants miniers consomment d'énormes quantités d'eau pour rincer les minerais et refroidir la machinerie lourde. Il s'ensuit une baisse dramatique du niveau de la nappe phréatique, une véritable catastrophe pour les populations locales. Mais les cataclysmes écologiques ne

sont pas l'apanage du Sud : en 2000, une rupture du barrage de la mine d'or de Baia Mare en Roumanie a entraîné le déversement d'environ 100 000 tonnes d'eaux usées dans la rivière Tisza. Le nuage de cyanure a parcouru 1 500 kilomètres et pollué l'eau potable de 2,5 millions de personnes.



Mine d'or australienne à ciel ouvert © Sacha Grant

Aucun droit à la parole

L'or des médailles des Jeux Olympiques de Londres en 2012 provenait de la toute nouvelle mine Oyu Tolgoi, située dans le sud de la Mongolie et propriété de la multinationale Rio Tinto. La rivière Undai, la seule source d'eau à ciel ouvert de la région, a été déviée sans que la population locale ne soit consultée.

Pourtant, aux termes de la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), les entreprises minières sont tenues de consulter les peuples indigènes et de partager avec eux les bénéfices... Ce qui est rarement le cas dans la pratique, bien au contraire. Les communautés qui osent se révolter sont malmenées par les milices privées des propriétaires des mines. Elles n'ont en général aucune aide à attendre du gouvernement, de la justice et de la police, qui se rangent souvent du côté des sociétés minières pour des motifs purement mercantiles. Les entreprises plus fûtées s'attirent les faveurs de la population locale en construisant des écoles, des centres de santé ou encore des terrains de sport.

De la poudre aux yeux ?

Pour contrecarrer toute cette publicité négative, un petit groupe d'entreprises minières fonde, en 2001, le Conseil international des mines et métaux (ICMM, International Council on Mining and Metals). Il a pour objectif de mettre en place des normes et des bonnes pratiques bénéfiques à l'environnement et aux populations locales. Les négociants et l'industrie joaillière créent de leur côté, en 2005, le Conseil pour les pratiques responsables en bijouterie (RJC, Responsible Jewellery Council). À la veille des Jeux olympiques de 2012, la toute première certification est octroyée à l'entreprise Rio Tinto, ce qui ne manque pas de susciter de vives réactions de la part des ONG et des organisations environnementales. Leur rapport, intitulé *More Shine than Substance*, tire la conclusion suivante : « Le système et le code RJC offrent tant d'échappatoires qu'ils en perdent toute crédibilité. Rio Tinto est certifiée alors que bon nombre de ses mines ne répondent absolument pas aux critères du code. »

La campagne : GOUD:EERLIJK?

« Quel idiot ! On n'a pas idée de demander une fille en mariage avec une bague en or ! » Et le prétendant de se prendre une bonne gifle en plus... A travers cette vidéo, la campagne GOUD:EERLIJK?, mise en place par les organisations flamandes Catapa, Netwerk Bewust Verbruiken et Ecolife, veut ouvrir les yeux des consommateurs. Les méfaits des sociétés aurifères sont de plus en plus souvent dénoncées ces dix dernières années en Europe et aux Etats-Unis. Le réseau London Mining Network a d'ailleurs été créé par des ONG et des organisations de défense des droits humains et de l'environnement pour maintenir la pression sur les multinationales minières, jusqu'à la Bourse de Londres.

L'Initiative d'exploitation minière responsable (IRMA, Initiative for Responsible Mining Assurance), qui réunit depuis 2006 les ONG et l'industrie, vise à instaurer des normes prévoyant aussi des contrôles externes, analogues aux systèmes tels que le FSC pour le secteur du bois. IRMA espère pouvoir lancer la certification des sites miniers en 2015.



Mine illégale en Colombie © Campagne Goed Goud

Les mineurs artisanaux

L'extraction de l'or n'est toutefois pas qu'industrielle. 10 à 15 % de la production mondiale, soit 200 à 300 tonnes par an, ne sont pas extraits par les grandes entreprises minières, mais par quelque 15 millions de petits mineurs artisanaux travaillant souvent dans l'illégalité, vu que les autorités leur octroient rarement une concession. Leurs conditions de travail sont tout sauf sûres, leur technique d'orpaillage impliquant l'utilisation de mercure. Les vapeurs toxiques de ce métal provoquent des troubles neurologiques et autres problèmes de santé. Ces mineurs, qui commencent habituellement à un très jeune âge, sont généralement à la merci d'acheteurs peu scrupuleux, les prix qu'ils perçoivent rarement suffisants pour les sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

Oro Verde

Toutefois, des alternatives existent. Sur la côte du Pacifique en Colombie vivent de nombreux descendants d'esclaves africains. Au début des années 1990, le gouvernement octroie à leurs communautés des droits

collectifs à la terre. Bon nombre de ces orpailleurs le sont de père en fils et recourent à des techniques ancestrales artisanales et non polluantes, à base d'extraits de plantes et exemptes de cyanure ou de mercure. Confrontés par la suite aux pratiques dévastatrices de l'industrie minière, ils fondent la coopérative Oro Verde, qui a pour objectif d'allier savoir-faire ancestral et expertise technique moderne, pour transformer l'orpaillage en source de revenus stable tout en préservant les forêts tropicales.

Cet exemple a incité d'autres communautés latino-américaines, ONG et activistes environnementaux à créer l'Alliance pour l'exploitation minière responsable (ARM, Alliance for Responsible Mining). Cette coalition entend prouver que l'exploitation aurifère artisanale à petite échelle peut bel et bien contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable. En 2006, elle met au point, en concertation avec des associations de mineurs, une première norme assortie de critères.



Mineurs artisanaux devant la mine de Rayo Rojo en Bolivie © ARM

Fairtrade & Fairmined

En 2009, c'est au tour de la Fairtrade Labelling Organisation (FLO), devenue aujourd'hui Fairtrade International, de monter aux créneaux. La collaboration entre ARM et FLO débouche sur le label Fairtrade & Fairmined. Parmi les principaux critères : la traçabilité. La chaîne est certifiée de bout en bout, de la mine au joaillier. Le consommateur peut ainsi facilement retrouver la provenance de l'or contenu dans les bijoux.

Les mineurs doivent se regrouper en associations démocratiques pour bénéficier d'un prix équitable, ainsi que d'une prime Fairtrade qu'ils investissent dans des projets choisis de commun accord. Le travail des enfants est strictement interdit. Il est toutefois frappant de constater que, même si des directives sont établies concernant l'utilisation de cyanure et de mercure, ces produits ne sont pas interdits en soi, faute d'alternatives en de nombreux endroits. Cependant, les mineurs qui n'y recourent pas reçoivent un bonus financier pour leur or écologique.

Enfin : de l'or équitable

En janvier 2011, la coopérative bolivienne Cotapata produit le premier lingot d'or certifié FT & FM. Cette certification est l'aboutissement d'un projet pilote mené par l'organisation d'aide aux communautés de mineurs Cumbre del Sajama. Il est soutenu financièrement par le Trade for

Development Centre, le programme de l'Agence belge de développement (CTB) qui appuie le commerce équitable et durable. Durant deux ans, le projet a testé rigoureusement les différents critères, évalué la traçabilité de l'or et sensibilisé les mineurs aux principes du commerce équitable. D'autres mines au Pérou, en Colombie et en Équateur se sont engagées dans le processus de certification, suivant l'exemple de Cotapata. Dans le but de pouvoir également certifier, dans quelques années, l'or en provenance d'Afrique, la Fairtrade Foundation britannique a entamé en 2012 une collaboration avec huit groupes miniers au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Un exemple qui fait tache d'huile lorsque l'ARM, avec l'aide de la France, met à son tour en place des projets au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

L'or équitable débarque au Royaume-Uni en 2011, symboliquement à la Saint Valentin. Un an plus tard, une quarantaine de joailliers-orfèvres britanniques rallient l'initiative, et lors de la remise des Oscars, l'épouse de l'acteur Colin Firth arbore des bijoux en or équitable. D'autres pays suivent, et la certification est étendue à l'argent et au platine. En Belgique, la joaillière Ana Kindermans de Heusden-Zolder est la première à décrocher la certification Fairtrade.

Déception

Si vous la questionnez sur le bilan provisoire de tous ces efforts, la coopérative Santa Filomena au Pérou vous donnera sans doute une réponse positive : la prime Fairtrade de 100 000 \$ acquise en deux ans à peine lui a permis de réhabiliter l'école du village et de fonder un magasin coopératif. Mais bon nombre d'autres organisations sont déçues. Cotapata, par exemple, n'est parvenue à écouler qu'1 % de sa production aux conditions Fairtrade ces trois dernières années. À ce jour, les coûts de la certification excèdent le bénéfice de la prime.

« Pour l'heure, la demande ne suit pas l'offre », explique Patrick Schein de l'ARM. « Le marché de l'or équitable doit encore prendre son essor ; or, cela demande du temps. De plus, la croissance de l'industrie joaillière se situe essentiellement en Russie et en Asie, où le commerce équitable n'en est encore qu'à ses balbutiements. » Le montant de la prime constitue un autre problème : comme il s'exprime en pourcentage, il augmente proportionnellement au prix de l'or. Selon les joailliers, ce coût additionnel constitue un sérieux frein à la vente. Le message des coopératives minières est clair : « Si la situation ne change pas rapidement, il ne sera plus rentable pour nous d'obtenir la certification ».

Rupture

À la recherche de solutions, FLO et ARM décident, début 2013, de mettre un terme à leur collaboration. « Nous sommes fiers de ce que nous avons réalisé, mais nous estimons pouvoir mieux servir les intérêts des mineurs artisanaux en continuant chacun de notre côté », affirment-ils dans leur communiqué de presse. Concrètement, cela signifie que depuis janvier 2014, il n'y a plus un, mais bien deux labels pour l'or équitable : le label Fairtrade et le label Fairmined. Vers la mi-2013, il semblait que les différences ne se situeraient pas au niveau des critères applicables aux mineurs, mais plutôt des conditions du marché.

La nouvelle norme FLO annoncée en novembre 2013 tend à le confirmer. Les modalités d'association des mineurs sont désormais plus souples, pour répondre à la réalité africaine où les mineurs ne sont pas organisés en coopératives. Les principaux changements se situent plus en amont de la chaîne, avec l'adaptation des critères de composition des bijoux et d'utilisation de composants pour lesquels il n'existe pas d'alternative équitable. À la certification classique, s'ajoute dorénavant aussi un système applicable aux petits joailliers utilisant moins de 500 grammes d'or ou 2 kg d'argent. Ils sont inscrits dans un registre d'orfèvres sans devoir payer de droit de licence. Leurs produits ne portent pas de label, mais ils peuvent toutefois informer les clients de l'utilisation d'or équitable.

Autre différence : pour maintenir le prix payé par le consommateur dans les limites du raisonnable, et assurer une part de marché plus importante aux mineurs artisanaux, la prime Fairtrade n'est désormais plus un pourcentage du prix final, mais s'élève à un forfait de 2 000 \$ le kilo.

Une lueur d'espoir

Publiés le 31 décembre 2013, les nouveaux standards de l'ARM prévoient, en parallèle à la certification, des modèles business-to-business pour les produits non labellisés, dans le but de « rassembler les marques ouvertes à plus d'éthique dans leurs filières d'approvisionnement et dans leur exploitation minière artisanale ». Pour les contrôles, ARM collabore avec l'organisme de certification IMO en Suisse et avec SCS aux États-Unis, révélant par là son intérêt pour le marché américain.

« Qui sait, la rupture entre l'ARM et la FLO est peut-être bien la meilleure chose qui pouvait arriver au commerce équitable », commente Rob Bates, journaliste pour le magazine JCK, dédié à l'univers du bijou. Greg Valerio de FLO aussi a bon espoir : « La modification du système de prime a déjà suscité l'intérêt de grandes entreprises. Suite au resserrement des règles internationales relatives aux minerais de conflit, celles-ci se voient contraintes de rechercher des sources « plus propres ». Même si les principaux acteurs ne semblent pas intéressés par un cobranding (Ndlr : l'association de leur marque) avec un

label équitable, la traçabilité de notre modèle ouvre bien des perspectives. »

Les coopératives en Amérique latine entendent elles aussi une lueur d'espoir, comme le confirme Ana Paz, responsable financière chez Cotapata : « Malgré tout, la certification ne constitue pas, à nos yeux, de l'argent dépensé en pure perte. Nous avons parcouru un long chemin et avons aujourd'hui de meilleures connaissances en matière d'organisation, d'écologie et de contrats de travail. Nous avons ainsi pris une belle avance, surtout si le gouvernement bolivien décide d'édicter des règles plus strictes pour le secteur minier. »

Trade for Development Centre
janvier 2014



R.E: Carl Michiels, CTB Rue Haute 147, 1000 Bruxelles

Mineur Américo montre sa manière de travailler à une équipe de la BBC
© Oro Verde Colombia



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.

Sources

GOUD:EERLIJK? : www.goudeerlijk.be

London Mining Network : www.londonminingnetwork.org

ICMM : www.icmm.com

RJC : www.responsiblejewellery.com

More Shine than Substance, rapport de Earthworks e.a., mai 2013. Téléchargeable sur nodirtygold.earthworksaction.org

IRMA : www.responsiblemining.net

Oro Verde : www.greengold-oro Verde.org

ARM : www.communitymining.org

FLO : www.fairtrade.net/gold.html, www.fairgold.org

Cotapata : <http://www.befair.be/fr/content/cumbre-del-sajama-lor-%C3%A9quitable-bolivien>

Valerian Mazataud, Antoine Dion-Ortega et Pierrick Blin, *Bolivie : de l'or équitable, vraiment?*, www.jobboom.com/carriere/bolivie-de-l-or-equitable-vraiment

Rob Bates, *Fair Trade Gold : an update*, www.jckonline.com/blogs/cutting-remarks/2013/08/30/fair-trade-gold-update

Marc Choyt, *New marks unveiled for Fairtrade gold and precious metals* : www.fairjewelry.org/new-marks-unveiled-for-fairtrade-gold-and-precious-metals